



Beatrice Biagini*

** Secrétaire
du Parti Démocrate Paris,
présidente de l'assemblée
du Parti Démocrate
à l'étranger*

Les primaires du centre-gauche italien auront bien lieu. A l'issue de l'Assemblée générale du Parti Démocrate (PD) du 6 octobre 2012, on sait désormais qu'elles se tiendront le 25 novembre prochain et leurs règles, comme les critères de participation, ont été clarifiés.

Qui sont donc les candidats en lice ? La direction du PD a validé, dans l'après-midi du 16 octobre 2012, les candidatures de ceux qui avaient obtenu les 95 signatures des délégués nécessaires, selon les règles du parti, pour se lancer dans la course. Ce qui porte le nombre de candidats du parti à trois : Pier Luigi Bersani, secrétaire du PD, Matteo Renzi, maire de Florence, et Laura Puppato, conseillère régionale de Vénétie. Deux candidats ont renoncé : Sandro Gozi, faute d'avoir recueilli assez de signatures, et Giuseppe Civati, plutôt intéressé ces jours-ci par la situation locale de la Lombardie, sa région, où le scandale Formigoni – le gouverneur de droite est accusé d'avoir détourné plusieurs millions d'euros de la région à son profit – a ouvert un espace pour des élections anticipées pour lesquelles Giuseppe Civati aurait un rôle à jouer. Par ailleurs, d'autres partis, en plus du PD, seront les protagonistes des primaires de l'automne : « Sinistra, Ecologia et Libertà » de Nichi Vendola et le nouveau Parti socialiste italien.

Pier Luigi Bersani, Nichi Vendola et Riccardo Nencini ont rendu publique le 10 octobre dernier, à Rome, leur « charte d'intention » fondée sur l'Europe, la démocratie, l'emploi, l'égalité, la liberté, la connaissance, le développement durable, la propriété commune, les droits et les responsabilités.



« Une charte qui va au-delà de Mario Monti », pour reprendre les mots de Nichi Vendola. Dans la charte, on ne mentionne aucune continuité avec le gouvernement intérimaire de Mario Monti. Une omission critiquée par les partisans d'un projet plus réformateur. Pour Matteo Renzi, ce n'est pas Mario Monti le problème, mais bien le document lui-même, qui est un peu trop général, puisque devant forcément inclure des positions très diverses. Il a cependant déclaré : « nous allons le remplir avec nos contenus ».

Qui aura le courage de poursuivre la ligne des réformes structurelles inaugurées par Mario Monti, qui a replacé l'Italie en Europe ? Qui prendra le risque de perdre la sympathie de beaucoup d'Italiens qui sont fatigués par la crise et les sacrifices ? Un défi non négligeable. Une bataille d'idées qui use les électeurs et les candidats.

Qui pourra voter lors des primaires ? Tout le monde, à condition de s'inscrire, dans les vingt jours avant le vote (y compris le 25 novembre), en signant un « manifeste ». Cette astuce va permettre d'utiliser de manière publique cette liste des électeurs, ce qui permettrait, selon les plus sournois, de « faire peur » aux « pollueurs potentiels ». Si personne n'obtient une majorité de plus de 40 % au premier tour, les mêmes électeurs pourront voter au second tour, le 2 décembre prochain, pour départager les deux candidats qui auront recueilli le plus de suffrages. Matteo Renzi, qui a accepté ces règles, était un ardent défenseur de l'ouverture totale des primaires et on peut dire qu'il a gagné sa bataille.

Une enquête de SWG rendue publique le 6 octobre dernier – la veille de la réunion nationale qui devait décider des règles – avait montré qu'un taux élevé de participation aurait bénéficié au maire de Florence, tandis qu'une faible participation aurait encouragé le secrétaire du PD. Ceci n'est pas surprenant, étant donné que pendant longtemps les observateurs ont laissé entrevoir un scénario de ce type.

Il est en fait bien connu que l'atout principal de Matteo Renzi est sa capacité à mobiliser des électeurs qui se seraient éloignés du parti, voire des électeurs du camp opposé. D'ailleurs, le même Renzi a rappelé à tous sa volonté d'attirer les électeurs du centre-droit et, en l'absence de « filtres » qui limiteraient l'accès aux primaires, il n'y a aucune raison de croire que cela ne peut être fait même pour une élection primaire. Autrement dit, pour gagner les élections de 2013, on peut bien commencer par les primaires.



De l'autre côté, le groupe des dirigeants nationaux du PD, au moins la plupart d'entre eux, se rassemble autour de leur secrétaire. Ce groupe est semble-t-il disposé à utiliser toutes les armes nécessaires pour éviter la défaite de ses membres eux-mêmes, à la veille d'un retour possible au pouvoir d'un gouvernement de centre-gauche. Il faudra bien aussi un jour penser à la composition du Conseil des ministres !

Selon l'enquête EMG du 12 octobre 2012 (une semaine après la réunion de l'assemblée nationale du parti), publiée par le *Huffington Post*, Matteo Renzi obtiendrait la victoire avec un pourcentage compris entre 35,6 et 39,4 %. Pier Luigi Bersani viendrait en deuxième position avec une marge de 33,3 à 35,2 % et Nichi Vendola en troisième place avec un résultat entre 17,6 et 21,1 %. L'enquête considère donc comme acquis un second tour entre Matteo Renzi et Pier Luigi Bersani. Il faut noter que EMG est l'institut de sondages qui avait prévu la victoire de Matteo Renzi aux primaires à la mairie de Florence en 2009, a-t-on fait savoir dans une note diffusée par l'entourage de Matteo Renzi.

Pier Luigi Bersani, quant à lui, a opté pour une campagne très discrète : pour lancer sa campagne, il est parti de la station d'essence que son père gérait à Bettola, une petite commune de la province de Plaisance dans la région Emilie-Romagne, dont il est originaire, alors que ses supporters le voudraient bien plus agressif.

Par ailleurs, Walter Veltroni a dit renoncer, le 15 octobre dernier, à présenter une nouvelle candidature au Parlement lors des prochaines élections. Cette annonce a secoué les médias et a renforcé le sentiment que l'heure était grave. Massimo D'Alema semble lui interpréter les choses différemment et a déclenché une guerre personnelle contre Matteo Renzi pour qui, en effet, la carrière de Massimo D'Alema devrait s'arrêter. Or celui-ci considère qu'une victoire de Matteo Renzi mettrait fin au centre-gauche. Une bataille que les électeurs suivent avec confusion et consternation.

Les campagnes des autres candidats viennent de démarrer : ils tentent de rattraper les kilomètres avalés en camping-car par Matteo Renzi... Celui-ci a maintenant à son actif plus de soixante provinces visitées, 13 000 kilomètres parcourus, et planifie une tournée européenne à Paris, Bruxelles et Berlin, comme pour dire : l'Italie est certes notre « bien commun », mais l'Europe notre avenir commun !